



**PRÉFET  
DE L'ESSONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

D2025-1199

Envoyé le 04/08/2025



**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France  
Unité départementale de l'Essonne**

Evry-Courcouronnes, le 10 juillet 2025

Nos réf. : D2025- 1199

Affaire suivie par : Stéphanie JOYE

Tél. : 06.62.96.02.88

Courriel : stephanie.joye@developpement-  
durable.gouv.fr

**Objet :**

Rapport proposant d'imposer des prescriptions  
complémentaires suite à deux incidents entraînant la  
gestion de déchets radioactifs sur le site du CEA de  
Saclay implanté sur le territoire des communes de  
Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bac

**Exploitant concerné :**

CEA - site de SACLAY

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	CEA
Adresse de l'établissement	CEA PARIS-SACLAY, site de Saclay, 91191 GIF-SUR-YVETTE
Activité	Établissement public de recherche à caractère Scientifique et Industriel
Régime	A
Principales rubriques de classement	2797

L'objet du présent rapport est de proposer un arrêté de prescriptions complémentaires suite à deux événements significatifs entraînant la gestion de déchets radioactifs sur le site du CEA de Saclay :

- l'entreposage temporaire de déchets radioactifs liquides provenant de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires au sein du bâtiment 463 (ADEC) du CEA de Paris-Saclay, suite au porter à connaissance du 25 mars 2025, complété le 28 mars 2025 ;
- l'entreposage temporaire d'anciennes sources provenant de l'installation 73 au sein du bâtiment 602, suite au porter à connaissance du 26 mai 2025.

DRIEAT UD91

Cité administrative – Boulevard de France 91010 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

Courriel : ud91.driat-if@developpement-durable.gouv.fr

## PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Limité par les vallées de la Bièvre au Nord Est, de la Méranthaise au Sud Ouest et de l'Yvette au Sud, le site du plateau de Saclay a été choisi en 1946 pour y implanter les activités de recherche du Centre d'Etude Atomique (CEA) aujourd'hui Commissariat à l'Energie Atomique et aux énergies alternatives. Les premières équipes de chercheurs ont commencé à travailler en 1952. Le centre compte aujourd'hui environ 7 000 personnes (agents CEA, prestataires, chercheurs, étudiants confondus).

Le site représente une superficie de 150 hectares environ et est implanté sur les communes de Saint Aubin, Villiers le Bâcle et Saclay. Il héberge des activités et des équipements de recherche fondamentale ou appliquée dans de nombreux domaines (sciences de la matière, sciences de la vie, sciences de l'univers...). A cet effet, le CEA exploite de nombreux laboratoires et grands équipements scientifiques, nucléaires ou non.

Le centre CEA compte :

- 8 installations nucléaires de base (INB) ;
- 25 installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) classées pour des activités de gestion et de stockage de déchet radioactifs, de production de chaleur (chaufferie) ou d'emploi produits chimiques

Les activités ICPE du site sont encadrées par les textes suivants :

- Arrêté préfectoral n°2009-PREF/DCI2/BE 0172 du 25 septembre 2009,
- Arrêté préfectoral n°2011-PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/643 du 24 novembre 2011,
- Arrêté ministériel du 23 juin 2015 relatif aux installations mettant en œuvre des substances radioactives, déchets radioactifs ou résidus solides de minerai d'uranium, de thorium ou de radium soumises à autorisation au titre de la rubrique 1716, de la rubrique 1735 et de la rubrique 2797 de la nomenclature des installations classées.



## **PRÉSENTATION DES CIRCONSTANCES**

### **Incident du 11 mars 2024 :**

Le 11 mars 2024, un incident est survenu : la cuve 395D contenant des effluents liquides radioactifs issus des activités de recherche des laboratoires de l'Institut National des Sciences et Techniques Nucléaires (INSTN) a basculé. Ce basculement a entraîné un déversement d'effluents liquides radioactifs. Les effluents ont été pompés dans 12 Grands Récipients pour Vrac (GRV), d'une contenance de 1 m<sup>3</sup> chacun, après l'incident et les GRV entreposés au sein du bâtiment 463 (ADEC).

L'ADEC (Atelier de DEContamination) est une installation utilisée au sein du CEA afin de réaliser la gestion des déchets radioactifs provenant en grande partie des Installations INB du centre avant envoi de ces derniers dans une filière de traitement appropriée.

Entre 2015 et 2021, l'ADEC a fait l'objet d'une mise en propreté radiologique permettant l'évacuation de 59 % des déchets de l'ADEC.

Pour des raisons de stratégie et d'arbitrage budgétaire, l'ADEC est passé en situation de maintien en condition opérationnelle de sécurité / sûreté. L'installation n'a plus vocation à accueillir de nouveaux déchets.

Elle est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2797-1.

### **Incident du 24 avril 2025 :**

Le 24 avril 2025, le CEA a informé l'ASNR de la découverte de sources radioactives dans un lieu non autorisé. Le 22 octobre 2024, ces sources radioactives (d'un volume total de moins de 20 litres), considérées comme déchets, avaient été transférées dans le bâtiment 602 (Laboratoire National Henri Becquerel - LNHB). La caractérisation radiologique de ces sources est en cours. Elle permettra de définir la filière de traitement des sources.

L'installation n°1 dénommée Laboratoire National Henri Becquerel (LNHB) comporte 3 laboratoires :

- Le Laboratoire Modélisation et Simulation des Systèmes (LM2S) ;
- Le Laboratoire Métrologie de la Dose (LMD) ;
- Le Laboratoire Métrologie de l'Activité (LMA).

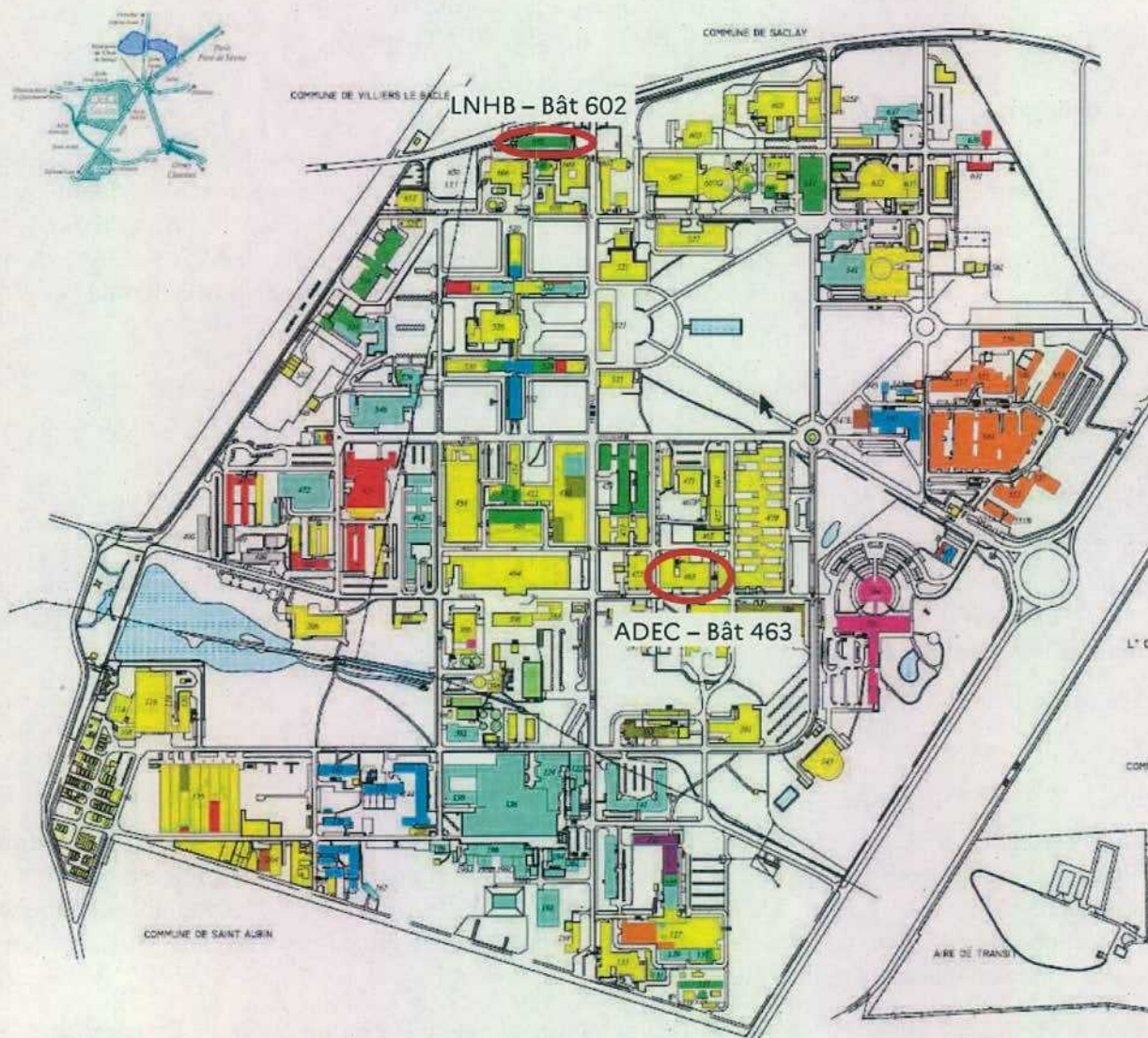
L'activité de l'installation consiste principalement

- aux activités de métrologie (étalonnage de sources, de gaz radioactifs, de sources neutroniques, d'activimètres neufs, réalisation de tests inter laboratoires, ...) ;
- à la fabrication / manipulation de sources non scellées.

L'installation n'a pas vocation à accueillir des déchets provenant d'autres installations.

Elle est soumise à autorisation au titre de la rubrique 2797-1.





L'inspection des installations classées rappelle que l'ADEC n'a plus vocation à accueillir de nouveaux déchets et que le Bâtiment 602 qui est un laboratoire n'a pas vocation à accueillir de déchets provenant d'autres installations.

Dans ce cadre et conformément à l'article L. 181-14 du code de l'environnement, le CEA doit transmettre à l'inspection des installations classées un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation avant l'introduction de nouveaux déchets dans une installation classée pour la protection de l'environnement (pour les déchets non produits par l'ICPE elle-même).

Par ailleurs, afin d'avoir une meilleure vision de l'évacuation des déchets radioactifs entreposés dans les ICPE, un inventaire annuel des déchets radioactifs présents dans chaque installation devra être envoyé à l'inspection des installations classées.



**Impacts sur l'ADEC :**

Le CEA considère que l'ensemble des effluents radioactifs liquides issus du basculement de la cuve 395D de l'INSTN a un impact négligeable sur le coefficient Q (calculé conformément au 1° du I de l'article R. 1333-106 du code de la santé publique) du bâtiment 463 (ADEC).

Compte-tenu du faible volume de déchets radioactifs issus du basculement de la cuve 395D de l'INSTN (environ 12m<sup>3</sup>) relativement à la quantité de déchets présente au sein du bâtiment 463 – ADEC (environ 1000 m<sup>3</sup>), l'impact environnemental en situations normale et accidentelle est négligeable.

**Impacts sur le LNBH :**

Le CEA considère que les sources de l'installation 73, d'un volume de moins de 20 litres, ont une activité radiologique faible et que ces sources, considérées comme déchets, ont un impact négligeable sur le coefficient Q (calculé conformément au 1° du I de l'article R. 1333-106 du code de la santé publique) du bâtiment 602 (LNBH).

Compte-tenu du faible volume de ces sources (moins de 20 litres), l'impact environnemental en situations normale et accidentelle est négligeable.

Il est proposé à Madame la Préfète d'imposer au CEA des prescriptions complémentaires relatives à la gestion des déchets radioactifs (issus de ces deux incidents) sur son site de Saclay implanté sur le territoire des communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bac, sans la consultation des membres du CODERST.

*Rédacteurs*

L'inspectrice de l'environnement et  
l'inspectrice de l'environnement en  
formation,



Sophie PIERRET



Stéphanie JOYE

*Vérificateur*

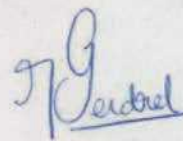
Le chargé de mission  
« déchets »



Olivier CASEAU

*Approbateur*

La cheffe du  
département risques  
chroniques



Guillemette DE KERDREL

